

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3708

4 décembre 2014

SOMMAIRE

| | | | |
|--|---------------|---|---------------|
| Advent Dahlia Luxembourg Holding S.à r.l. | 177946 | Fiduciaire Comptable Vogel & Monteiro S.à r.l. | 177948 |
| Advent Dahlia (Luxembourg) S.à. r.l. ... | 177945 | Finance Kerpen S.à r.l. | 177938 |
| Advent Syniverse Technologies S.à r.l. .. | 177943 | Flexible Packaging Investments S.à r.l. .. | 177949 |
| Aircraft Solutions Lux XVI S.à r.l. | 177948 | Footlocker Belgium B.V.B.A. S.P.R.L. - Succursale de Luxembourg | 177938 |
| Aircraft Solutions Lux XXI S.à r.l. | 177945 | Franz Renson Consulting S.à r.l. | 177938 |
| AMB Le Grand Roissy Holding 4 S.à r.l. .. | 177948 | HeraFund SA | 177983 |
| Andise S.à r.l. | 177944 | Invest 8 S.A. | 177941 |
| Anifood | 177944 | K Manco 1 S.à r.l. | 177940 |
| Anthemis Group S.A. | 177946 | Long Wave S.A. | 177941 |
| aR&aH S.à r.l. | 177945 | Pacific Mezz Investco S.à r.l. | 177942 |
| ARS.LU Sàrl | 177946 | Phoenix Capital Sàrl | 177941 |
| Ashford Energy Capital S.A. | 177945 | Plock S.à r.l. | 177942 |
| Aspen Capital S.A. | 177946 | Premium Portfolio SICAV | 177943 |
| Athena Equity Trading S.à r.l. | 177944 | PRESTO Consulting & Consultants S.A. | 177942 |
| Atya Investments S.à r.l. | 177955 | Radorama International S.A. | 177939 |
| August Lux Holding Company | 177944 | R&A Investment S.A. | 177939 |
| Axsol Group S.A. | 177947 | Ristorante C.N.M. S.à r.l. | 177940 |
| Balthasar Invest A.G. | 177947 | River Oaks S.à r.l. | 177940 |
| Banque J. Safra Sarasin (Luxembourg) SA | 177947 | Rosewood Investments S.A. | 177938 |
| Bay Light Holdings Sàrl | 177943 | SCHOSSELER Bernadette Agence, S.à r.l. | 177939 |
| Biarritz Holdings | 177947 | Vaudoise Assurances Fund SA, SICAV-SIF | 177970 |
| Bodycote Luxembourg Finance S.à r.l. .. | 177948 | Violetta S.A. | 177963 |
| Bridgepoint Europe III Investments (2) S.à r.l. | 177940 | Wanter Maart «Gelle Fra» | 177951 |
| DME-3 S.à r.l. | 177984 | | |
| EUCO S.A. European Company for Invest- ment and Management | 177938 | | |

Finance Kerpen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 189.437.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177559/10.

(140203534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

EUCO S.A. European Company for Investment and Management, Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 31.979.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014177549/10.

(140203588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Rosewood Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 179.397.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

ROSEWOOD INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2014177951/11.

(140203990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Franz Renson Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 25, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 159.941.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la gérance

Signature

Référence de publication: 2014177931/11.

(140203583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Footlocker Belgium B.V.B.A. S.P.R.L. - Succursale de Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-4010 Esch-sur-Alzette, 18, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 39.434.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 de la société de droit belge Footlocker Belgium B.V.B.A. S.P.R.L., inscrite auprès du registre de commerce belge sous le numéro 0442407102 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014177570/12.

(140203713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Radorama International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 92.367.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014177938/9.

(140203449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

R&A Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 174.769.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'administration

Référence de publication: 2014177929/10.

(140203659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

SCHOSSELER Bernadette Agence, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7330 Heisdorf, 19, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 107.726.

L'an deux mil quatorze, le sept novembre.

Pardevant Maître Urbain THOLL, notaire de résidence à Mersch.

A comparu:

Madame Bernadette WEBER, indépendante, demeurant à L-7391 Blaschette, 7, rue de Fischbach.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I.- La société à responsabilité limitée «SCHOSSELER Bernadette Agence, S. à r.l.», ayant son siège à L-7391 Blaschette, 7, rue de Fischbach, a été constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné le 18 avril 2005, publié au Mémorial C numéro 926 du 22 septembre 2005 et elle est inscrite au RCSL sous le numéro B 107.726.

II.- Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS (12.500.-) EUROS, représenté par CENT (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ (125.-) EUROS chacune, entièrement souscrites et libérées par le comparant.

Sur ce:

L'associée unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale extraordinaire a pris la résolution suivante:

Résolution unique

Il décide de transférer le siège social de Blaschette à L-7330 Heisdorf, 19, rue de Luxembourg.

En conséquence, la première phrase de l'article 2 des 2 statuts est supprimée et remplacée par la suivante:

«Le siège social est établi à Heisdorf.»

Frais

Le montant des frais, incombant à la société en raison des présentes, est estimé sans nul préjudice à la somme de MILLE (1.000.-) EUROS.

Dont acte, fait et passé à Mersch, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle signé le présent acte avec Nous notaire.

Signé: Weber, THOLL.

Enregistré à Mersch, le 12 novembre 2014. Relation: MER/2014/2396. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Weber.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial C.

Mersch, le 17 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177990/35.

(140203870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

River Oaks S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 118.510.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014177948/12.

(140203904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Ristorante C.N.M. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4640 Differdange, 39, avenue d'Obercorn.
R.C.S. Luxembourg B 93.587.

Les comptes annuels au 30/10/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Fiduciaire WBM

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2014177946/13.

(140203522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Bridgepoint Europe III Investments (2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 128.142.

L'associé de la Société, Bridgepoint Capital (Nominees) Limited, a transféré son siège social qui est désonnais au 95, Wigmore Street, Londres W1U 1FB, Royaume-Uni.

Il y a dorénavant lieu de prendre en compte l'adresse professionnelle de Messieurs Charles Barter et Paul Gunner, gérants de la Société, située au 95, Wigmore Street, Londres W1U 1FB, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014178296/14.

(140204992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

K Manco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.427.800,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46a, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.036.

Extrait de la résolution circulaire du Conseil de Gérance

Il résulte de la résolution circulaire du Conseil de Gérance du 17 novembre 2014 que le siège social de la Société a été transféré du 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 46a, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signé à Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Pour la Société

Cédric Stébel

Référence de publication: 2014178584/15.

(140204698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Invest 8 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 57.748.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Pour: INVEST 8 S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014178563/14.

(140204615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Phoenix Capital Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 20, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 186.706.

EXTRAIT

Suite aux cessions de parts du 22 août 2014, le capital social est ainsi réparti:

- Monsieur MELOTTE Pierre: 80 parts sociales,
- Monsieur MELOTTE François: 20 parts sociales,

Total des parts: 100 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Pour Phoenix Capital Sàrl

LPL Expert-Comptable Sàrl

Référence de publication: 2014178721/16.

(140204680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Long Wave S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, Boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 113.144.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 17 novembre 2014 que:

- Monsieur Philippe SETTON, banquier, demeurant à Genève (Suisse)
- Monsieur Lorenzo PIAGET, conseiller fiscal, demeurant à Lausanne (Suisse)
- Monsieur Gérald CALAME, comptable, demeurant à Genève (Suisse)
- Maître Marianne GOEBEL, avocat, demeurant à Luxembourg (Luxembourg)
- Monsieur Marco GASTALDI, employé privé, demeurant à Luxembourg (Luxembourg)

ont été réélus aux fonctions d'administrateurs de la société.

- la société BDO Tax and Accounting ayant son siège social au L-1653 Luxembourg, 2, Avenue Charles de Gaulle a été réélue commissaire aux comptes

La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera d'un an et prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014178603/24.

(140205064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Pacific Mezz Investco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 156.397.

—
Rectificatif pour le dépôt L140182473

Suite à une erreur matérielle, veuillez prendre note que le nom du gérant de classe A, nommé en date du 30 septembre 2014 par l'actionnaire unique, s'écrit comme il suit: Monsieur Hoe Yin Chan.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Référence de publication: 2014178713/13.

(140205053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

PRESTO Consulting & Consultants S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4081 Esch-sur-Alzette, 10, rue Diks.

R.C.S. Luxembourg B 98.769.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire tenue le 20 octobre 2014 que:

- Le siège social de la société est transféré avec effet immédiat au 10, rue Dicks, L-4081 Esch-sur-Alzette.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 20 octobre 2014.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2014178766/14.

(140204345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Plock S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 121.576.

—
Extrait du contrat de cession de parts de la Société

En vertu des actes de transferts de parts:

En date du 10 novembre 2014

- Francis COLGAN a transféré ses 28 parts détenues dans la Société à David F. SHARKEY;

- Derek SHARKEY a transféré ses 249 parts détenues dans la Société à David F. SHARKEY;

- Edward ROONEY a transféré ses 27 parts détenues dans la Société à David F. SHARKEY.

En date du 11 novembre 2014

- Paul McCARTHY a transféré ses 85 parts détenues dans la Société à David F. SHARKEY;

- Douglas FARRELL a transféré ses 85 parts détenues dans la Société à David F. SHARKEY.

En date du 12 novembre 2014

- Terence McGOWAN a transféré ses 25 parts détenues dans la Société à David F. SHARKEY.

Suite à ces transferts, David F. SHARKEY est désormais l'associé unique de la Société détenant l'intégralité des 1,000 parts.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note que l'adresse de l'associé unique, David F. SHARKEY, a changé du Westminster Road, Foxrock, 18 Dublin, Irlande, au Flat 2, 23 Triq Hompesch, Fgura FGR 2010, Malte.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Carsten SÖNS

Mandataire

Référence de publication: 2014178729/27.

(140205148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Advent Syniverse Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 535.775,00.**

Siège social: L-5326 Contern, 15, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 89.855.

L'orthographe exacte du nom du gérant de la Société est la suivante:

- Monsieur David HITCHCOCK

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Advent Syniverse Technologies S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014178988/14.

(140205473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Bay Light Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 98.728.

Par résolutions signées en date du 17 novembre 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de José Correia, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet au 14 novembre 2014 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Géraldine Schmit, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L- 1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet au 14 novembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Référence de publication: 2014179029/15.

(140205250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Premium Portfolio SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 137.056.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung der Premium Portfolio SICAV

Die Ordentliche Generalversammlung der Premium Portfolio SICAV vom 18. November 2014 hat folgende Beschlüsse gefasst:

Zur Wiederwahl des Verwaltungsrates stellen sich:

Herr Frank Endres, Vorsitzender

Herr Ulrich Juchem, stellv. Vorsitzender

Herr Ralf Hammerl, Mitglied

Herr Jochen Seiff, Mitglied

Alle Herren mit Berufsadresse: 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen.

Die genannten Herren werden einstimmig von den Aktionären bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2015 in den Verwaltungsrat gewählt.

Die Aktionäre beschließen einstimmig PricewaterhouseCoopers Société coopérative, 2, rue Gerrhard Mercator, L-1471 Luxembourg bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2015 als Wirtschaftsprüfer wieder zu wählen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 18. November 2014.

Für Premium Portfolio SICAV

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2014178734/25.

(140205050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Andise S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 143.928.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Référence de publication: 2014178996/10.

(140205601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Athena Equity Trading S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 164.265.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette en date du 25 août 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 25 septembre 2014.

Référence de publication: 2014179000/11.

(140205736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Anifood, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 2B, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 101.046.

Die neue Adresse des Geschäftsführers lautet wie folgt:

Geschäftsführer:

- Herr Günter Kreklau, 2B, rue Jean Engling in L-1466 Luxembourg (Luxembourg)

Die neue Adresse des Teilhabers lautet wie folgt:

Teilhaber:

- Herr Günter Kreklau, 2B, rue Jean Engling in L-1466 Luxembourg (Luxembourg)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 18. November 2014.

Für die Gesellschaft

Référence de publication: 2014179013/16.

(140205748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

August Lux Holding Company, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 167.704.

En vertu d'un acte de cession de parts sociales sous seing privé, signé en date du 21 octobre 2014, la société «August Cayman Intermediate Holdco, Inc.», une société à responsabilité limitée de droit des Iles Cayman, ayant son siège social au Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Iles Cayman, enregistrée avec le registre des sociétés limitées des Iles Cayman sous le numéro MC-266689, a cédé 32.752 parts sociales représentées par (i) 3.275 parts sociales de classe A à H chacune, et (ii) 3.276 parts sociales de classe I à J chacune, qu'elle détient dans la société, à la Société «Sensor-Nite N.V.», une société anonyme de droit Belge, ayant son siège social à Industrielaan 24, 2250 Olen, Belgique, enregistrée avec le registre des sociétés (Turnhout) avec le numéro 0459.846.910.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 13 novembre 2014.

Un Mandataire

Référence de publication: 2014179001/17.

(140205767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Advent Dahlia (Luxembourg) S.à. r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 139.650.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Référence de publication: 2014178984/10.

(140205483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

aR&aH S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4067 Esch-sur-Alzette, 8, rue du Commerce.
R.C.S. Luxembourg B 146.183.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Référence de publication: 2014178978/10.

(140205338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Ashford Energy Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 85.158.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Ashford Energy Capital S.A.

K.L. Vogel / G.B.A.D. Cousin

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014178999/13.

(140205676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Aircraft Solutions Lux XXI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 187.797.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société du 20 Octobre 2014

Au 20 Octobre 2014, l'associé unique a pris la résolution suivante:

- Approuver la nomination d'Herve Marsot, né le 02 Octobre 1974 à Mulhouse, France, ayant comme adresse professionnelle 5, C rue Eugène Ruppert, L-2453-Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet le 20 Octobre 2014.

Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

- Pedro Fernandes das Neves (gérant)

- Julie K.Braun (gérant)

- Herve Marsot (gérant)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 Octobre 2014.

Aircraft Holding Solutions III Lux S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2014178992/21.

(140205220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Advent Dahlia Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 140.620.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Référence de publication: 2014178985/10.

(140205484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Anthemis Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 155.982.

Statuts coordonnés, suite à un constat d'augmentation de capital reçu par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 13 août 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014179015/11.

(140205323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Aspen Capital S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 191.360.

Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 16 octobre 2014 à 14.00 heures

Les administrateurs se sont réunis en Conseil d'Administration et ont pris à l'unanimité la décision suivante:

Le conseil d'administration nomme Monsieur Stéphane HANOT, né le 20 novembre 1969 à Verviers (Belgique), demeurant au 6, route d'Esch L-1470 Administrateur et Président du Conseil d'Administration à la fonction de Délégué à la gestion journalière de la Société, lequel pourra engager la société sous sa seule signature, dans le cadre de la gestion journalière dans son sens le plus large.

Son mandat s'achevant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice 2020.

Le Mandataire

Référence de publication: 2014179020/16.

(140205945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

ARS.LU Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7374 Bofferdange, 201, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 170.213.

Constatation d'une cession de parts sociales

La société constate sur base d'un contrat de cession sous seing privé en date du 28 février 2013 que la cession de parts sociales ci après a eu lieu:

- Madame Pascale SCHOULLER, demeurant à L-7374 Bofferdange, 201, route de Lu, cède 50 parts sociales de la société à
- Monsieur Julien RACCOGLI, demeurant à L-7374 Bofferdange, 201, route de Luxembourg, qui accepte les 50 parts sociales.

Bofferdange, le 15 novembre 2014.

Armand RACCOGLI
Gérant unique

Référence de publication: 2014179019/17.

(140205735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Axsol Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 144.969.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014179023/9.

(140205907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Balthasar Invest A.G., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 69.866.

Je soussigné, Georges CLOOS, résilie le contrat de domiciliation avec la société BALTHASAR INVEST A.G. avec siège à 43, rue Emile Lavandier L- 1924- Luxembourg RC n° B69866 avec effet immédiat.

Luxembourg, le 12.11.2014.

Pour copie conforme

Me Georges CLOOS

Référence de publication: 2014179037/11.

(140205705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Banque J. Safra Sarasin (Luxembourg) SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 10A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 157.239.

Le siège social du réviseur d'entreprises agréé de la Société, Deloitte Audit (B67.895) doit se lire comme suit:

- 560, rue de Neudorf

L-2220 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Banque J. Safra Sarasin (Luxembourg) SA

Signature

Référence de publication: 2014179025/14.

(140205488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Biarritz Holdings, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.344.530,00.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 147.205.

Rectificatif du dépôt n° L140204659 déposé au RCS en date du 18 novembre 2014:

Il est à noter que le prénom de Madame Lynnsey Caya a été mal orthographié lors de son enregistrement au RCS et doit être écrit Linnsey.

Par conséquent, le conseil de gérance est maintenant composé comme suit:

- Pierre Agnes comme gérant de type A de la Société;
- Linnsey Caya comme gérante de type A de la Société;
- Richard Shields comme gérant de type A de la Société;
- Olivier Dorier comme gérant de type B de la Société; et
- Stewart Kam-Cheong comme gérant de type B de la Société.

Le 19 novembre 2014.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014179031/20.

(140205510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

AMB Le Grand Roissy Holding 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 115.812.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014179009/9.

(140205371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Bodycote Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 89.603.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2014.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2014179046/11.

(140205828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Fiduciaire Comptable Vogel & Monteiro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.
R.C.S. Luxembourg B 112.699.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014178990/14.

(140205995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Aircraft Solutions Lux XVI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 182.369.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société du 20 Octobre 2014

Au 20 Octobre 2014, l'associé unique a pris la résolution suivante:

- Approuver la nomination d'Herve Marsot, né le 02 Octobre 1974 à Mulhouse, France, ayant comme adresse professionnelle 5, C rue Eugène Ruppert, L-2453-Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet le 20 Octobre 2014.

Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

- Julie K.Braun (gérant)

- Pedro Fernandes das Neves (gérant)

- Herve Marsot (gérant)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 Octobre 2014.

Aircraft Holding Solutions III Lux S.à r.l.

Référence de publication: 2014178991/20.

(140205993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Flexible Packaging Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 129.105.

In the year two thousand and fourteen, on the third of October.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Bridgepoint Capital (Nominees) 2 Limited, a private limited liability company organised and existing under the laws of England, with registered office at 95 Wigmore Street, London W1U 1 FB, United Kingdom, and registered with Company's House under number 06215915,

hereby represented by Mrs Daphné Charbonnet, employee, with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in London, on October 3, 2014.

Which proxy, after signature "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated above, declares being the sole shareholder ("Sole Shareholder") of "FLEXIBLE PACKAGING INVESTMENTS S.À R.L.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée), with registered office at 174, route de Longwy L-1940 Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500.-, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number R.C.S. Luxembourg B 129 105 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Remich, dated April 3, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on August 3, 2007 under number 1639.

The Articles have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, dated June 10, 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

All the one hundred and twenty five (125) shares of the Company with a par value of one euro (EUR 1.-) each, representing the entire subscribed capital of the Company amounting to twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) are duly represented at the extraordinary general meeting of the Sole Shareholder of the Company (the "Meeting"), which is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items of the agenda. The Sole Shareholder represented declares that it has had due notice of, and has been duly informed of the agenda prior to the Meeting.

The agenda of the Meeting is the following:

1. Decision to enter the Company into liquidation;
2. Appointment of one or more liquidators and determination of their powers and remuneration;
3. Discharge to the managers of the Company;
4. Miscellaneous.

After deliberation, the following resolutions were taken unanimously:

First resolution

In compliance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, the Sole Shareholder decides to dissolve the Company.

Second resolution

As a consequence of the above taken resolution, the Sole Shareholder decides to appoint as liquidator:

HALSEY S.à r.l., a limited liability company ("société à responsabilité limitée"), incorporated and existing under the law of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 174, Route de Longwy, L-1940 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number R.C.S Luxembourg B 50.984.

The liquidator has the broadest powers as provided for by Articles 144 to 148 bis of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

It may accomplish all the acts provided for by Article 145 without requesting the authorisation of the Sole Shareholder in the cases in which it is requested.

The liquidator is relieved from inventory and may refer to the accounts of the Company.

It may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of its powers it determines and for the period it will fix.

Third resolution

The Sole Shareholder decides to grant discharge to the managers of the Company and release them from liability in respect of the execution of their mandate with regards to the period from January 1st, 2014 to October 3, 2014.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states that upon request of the above appearing person, this deed is worded in English followed by a French translation and that in case of any divergence between the English and the French text, the English text shall be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day appearing at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the appearing person, the members of the office of the meeting signed together with us the notary the present original deed.

Suit la traduction française

L'an deux mille quatorze, le trois octobre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Bridgepoint Capital (Nominees) 2 Limited, une société de droit du Royaume-Uni, avec siège social au 95 Wigmore Street, London W1U 1 FB, Royaume-Uni, et immatriculée auprès du Company's House du Royaume-Uni sous le numéro 06215915,

ici représentée par Madame Daphné Charbonnet, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en vertu d'une procuration signée sous seing privée à Londres, en date du 3 octobre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare être l'associé unique («l'Associé Unique») de la société à responsabilité limitée «FLEXIBLE PACKAGING INVESTMENTS S.À.R.L.», avec siège social au 174, route de Longwy L-1940 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de EUR 12.500,-, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129 105 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, le 3 avril 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 3 août 2007 sous le numéro 1639.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, le 10 juin 2014, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Toutes les cent vingt-cinq (125) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune, représentant la totalité du capital souscrit de la Société d'un montant de douze mille cinq cent euros (12.500,- EUR) sont représentées à l'assemblée générale extraordinaire de l'Associé Unique de la Société («l'Assemblée»), qui est par conséquent valablement constituée et peut délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Associé Unique représenté déclare avoir été dûment convoqué à l'Assemblée et informé de l'ordre du jour.

Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

1. Décision de mettre la Société en liquidation;
2. Nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs et rémunération;
3. Décharge aux gérants de la Société;
4. Divers.

Suite à cet ordre du jour, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité:

Première résolution

Conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, l'Associé Unique décide de dissoudre la Société.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de nommer en qualité de liquidateur:

HALSEY S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 174, Route de Longwy, L-1940 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 50.984.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Il peut accomplir tous les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'Associé Unique dans les cas où elle est requise.

Le liquidateur est dispensé de l'inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de donner décharge pleine et entière aux gérants de la Société, pour l'exécution de leur mandat pour la période du 1^{er} janvier 2014 jusqu'au 3 octobre 2014.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les dépenses, frais et rémunérations et charges qui pourraient incomber à la Société à la suite du présent acte sont estimés à environ mille trois cents euros (1.300,- EUR).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande de la comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, tous ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: D. Charbonnet et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 13 octobre 2014. LAC/2014/47597. Reçu douze euros EUR 12,-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176105/130.

(140201694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Wanter Maart «Gelle Fra», Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8326 Capellen, 41, rue Hiereknapp.

R.C.S. Luxembourg F 10.169.

— STATUTS

Entre les personnes ci-après désignées, agissant comme membres fondateurs:

- 1) Madame Manon SCHMIT, née le 9 août 1969 à Differdange, demeurant à L-8326 Capellen, 41, rue Hiereknapp, de nationalité luxembourgeoise,
- 2) Monsieur Gilbert NIELSEN, né le 13 octobre 1974 à Rheine, demeurant à D-70173 Stuttgart, Königstrasse 10 C, de nationalité allemande,
- 3) Monsieur Jean-Marc VANDERVAEREN, né le 16 août 1964 à Etterbeek, demeurant à L-3360 Leudelange, 49, rue de Luxembourg, de nationalité belge,
- 4) Madame Malou PROTT, née le 13 février 1970, demeurant à L-4305 Esch-sur-Alzette, 19, rue Marcel Reuland, de nationalité luxembourgeoise,
- 5) Madame Denise GREGORIUS, née le 11 avril 1967 à Arlon, demeurant à B-6700 Arlon, 14, rue des Frênes, de nationalité belge,
- 6) Madame Cheyenne BODET, née le 19 septembre 1994 à Gent, demeurant à B-9030 Gent/Mariakerke, de nationalité belge,
- 7) Monsieur Romain SCHULER, né le 2 mars 1957 à Esch-sur-Alzette, demeurant à L-3733 Rumelange, 3, Cité Kierchberg, de nationalité luxembourgeoise,

Et tous ceux qui le deviendront par la suite, dont les membres suppléants suivants:

- 8) Monsieur Ernst BUSER, né le 5 mai 1957, demeurant à CH-8042 Zürich, Postfach 54, de nationalité suisse,
- 9) Madame Tania KAISER-GRÜNBERG, née le 28 mai 1973, demeurant à D-80999 München, Von-Kahr-strasse 49, de nationalité allemande,
- 10) Monsieur Peter LOESSEL, né le 17 décembre 1956, demeurant à D-90431 Nürnberg, Haeselerstrasse 12, de nationalité allemande,
- 11) Monsieur Uwe WYNOHRADNYK, né le 12 juillet 1964, demeurant à D-55232 Alzey, Löwengasse 9, de nationalité allemande,

Il a été constitué en date de ce jour une association sans but lucratif régie par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 telle que modifiée par la suite et par les statuts qui suivent:

Art. 1^{er}. Qualités. L'association prend la dénomination de WANTER MAART «GËLLE FRA», dénommée ci-après «L'Association».

Son siège est établi au 41, rue Hiereknapp, L-8326 Capellen. Il pourra être transféré en tous lieux à Capellen ou dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du Conseil d'Administration.

L'Association est créée pour une durée illimitée.

Art. 2. Objet. L'Association a notamment pour objet:

- de faciliter toute opération liée à l'activité du marché d'hiver à Luxembourg, place de la Constitution,
- de faire la promotion de cette activité, et plus généralement
- de défendre, encourager et maintenir les intérêts de la profession des forains et exploitants du marché d'hiver de la place de la Constitution, ainsi que les intérêts sociaux de ses membres.

L'Association peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Art. 3. Conditions d'admission de ses membres. L'Association est composée de membres actifs et de membres sympathisants.

Le nombre minimum de membres ne peut être inférieur à trois.

a) Les membres actifs ont seuls les droits prévus par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif.

Ils prennent part aux assemblées et ont seuls le droit de vote. Les membres sympathisants soutiennent et/ou participent aux activités de l'Association.

Ils ne jouissent pas du droit de vote. Ils ne peuvent prétendre qu'aux droits que la loi du 21 avril 1928 reconnaît aux tiers intéressés.

b) Est admissible comme membre actif toute personne physique en manifestant la volonté déterminée à observer les présents statuts et règlements agréés par le Conseil d'Administration.

Tout candidat membre actif doit faire l'objet d'un agrément préalable du Conseil d'Administration. L'agrément est accordé ou refusé par le Conseil d'Administration statuant à la majorité des administrateurs au vu du dossier de candidature déposé par le candidat membre actif. La décision du Conseil d'Administration est souveraine et n'est susceptible d'aucun recours. En outre, la qualité de membre actif nécessite le paiement de la cotisation annuelle.

Est admis comme membre sympathisant toute personne en manifestant la volonté, agréée par le Conseil d'Administration et remplissant les conditions que celui-ci fixera à leur admission. Une carte de membre spéciale pourra leur être remise.

Art. 4. Paiement des cotisations. Les membres actifs et sympathisants paient une cotisation annuelle qui est fixée par l'Assemblée Générale en accord avec le trésorier de l'Association.

Elle ne peut être supérieure à EUR 500. Les cotisations couvrent chaque exercice social.

L'exercice social commence le 1^{er} octobre et se termine au 30 septembre de l'année suivante.

Les cotisations sont payables durant la première quinzaine du mois de septembre de chaque exercice social à première demande du trésorier de l'Association.

Un éventuel surplus de cotisation sera affecté à l'organisation d'un événement au nom et pour le compte de l'Association.

Art. 5. Conditions de démission des membres. Tout membre est libre de se retirer de l'Association en adressant sa démission par écrit au Conseil d'Administration, étant précisé que les cotisations versées ne seront pas remboursées et resteront intégralement acquises à l'Association.

Est réputé démissionnaire tout membre qui aura refusé de payer la cotisation annuelle ou ayant omis de la payer deux mois après qu'elle lui fut réclamée par le trésorier.

Tout membre qui compromet les intérêts de l'Association, qui se rend coupable de manquements graves à son égard ou qui contrevient au règlement de l'Association pourra être exclu de celle-ci.

L'exclusion (à temps ou définitive) d'un membre ne pourra être décidée par l'Assemblée Générale statuant à la majorité des deux tiers des voix suite:

- au fait qu'un membre se soit rendu responsable d'un acte ou d'une omission grave contraire aux statuts et règlements de l'Association,

- au fait qu'un membre s'est rendu responsable d'un acte ou d'une omission de nature à porter atteinte, soit à l'honneur ou à sa considération personnelle, soit à la considération ou à l'honneur d'un autre membre, soit à la considération de l'Association,

- à tout acte préjudiciable à l'objet social de l'Association,

- au non paiement du droit d'entrée et/ou de la cotisation annuelle qui lui incombe.

En cas de démission ou d'exclusion d'un membre, les droits d'entrée ainsi que les cotisations perçues restent acquis à l'Association.

Le Conseil d'Administration, après avoir entendu l'intéressé en ses explications, et statuant à la majorité des 2/3 de ses membres, peut pour l'une des mêmes raisons, prononcer avec effet immédiat la suspension temporaire de l'affiliation d'un membre. Cette suspension prendra fin lors de la prochaine Assemblée Générale qui sera appelée à statuer sur l'exclusion de ce membre.

Art. 6. Assemblée Générale. L'Assemblée Générale a spécialement dans ses attributions:

- la modification des statuts,
- la nomination et la révocation des membres du Conseil d'Administration,
- l'approbation des budgets et des comptes,
- la dissolution de l'Association à l'exclusion des membres,
- la nomination du Commissaire aux Comptes.

De surcroît, les décisions dépassant les pouvoirs légalement ou statutairement dévolus au Conseil d'Administration seront prises en Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale se compose de tous les membres actifs à l'exclusion des sympathisants. Elle se réunit une fois par an en session ordinaire sur convocation du Conseil d'Administration à émettre exclusivement par courriel au moins dix jours avant la date de réunion de l'Assemblée. La convocation doit contenir l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale pourra se réunir spontanément, sans respecter le formalisme ci-avant indiqué et prendra toute décision utile dès lors que tous les membres actifs seront présents ou représentés.

Tout membre, à l'exclusion des membres sympathisants, a une voix délibérative aux Assemblées Générales. Chaque membre ne peut avoir qu'une voix.

Les membres peuvent se faire représenter aux Assemblées par un autre membre moyennant une procuration écrite, chaque membre présent ne pouvant être chargé de représenter plus de trois membres. Le vote aux Assemblées sera effectué par bulletin ou éventuellement à main levée.

Seront exclus du vote les membres qui ne seraient pas à jour de leur cotisation.

En cas de besoin le Conseil d'Administration peut convoquer à chaque moment une Assemblée Générale extraordinaire.

L'Assemblée Générale extraordinaire doit être convoquée par le Conseil d'Administration, et ce endéans les deux mois, lorsque 1/5 des associés en font la demande.

Toute proposition signée d'un nombre de membres égal au vingtième de la dernière liste annuelle des membres doit être portée à l'ordre du jour.

Les associés qui, en application des articles 10 et 11, veulent faire convoquer une Assemblée Générale extraordinaire ou proposer une question à l'ordre du jour de l'Assemblée, doivent soumettre au président du Conseil d'Administration une note écrite précisant leur intention. S'il s'agit d'une question à porter à l'ordre du jour, cette note doit être entre les mains du président du Conseil d'Administration huit jours avant la date de l'Assemblée Générale.

Des résolutions en-dehors de l'ordre du jour ne peuvent être prises que si une majorité des deux tiers des voix émises par les membres présents marque son accord pour procéder à un vote sur elles. Aucune résolution en-dehors de l'ordre du jour ne peut être prise sur les points indiqués à l'article 5.

L'Assemblée Générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celle-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'Assemblée réunit les 2/3 des membres.

Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des 2/3 des voix.

Si les 2/3 des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents; mais dans ce cas la décision sera soumise à l'homologation du tribunal civil.

Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'Association s'est constituée, les règles qui précèdent seront modifiées comme suit:

- a) la seconde Assemblée Générale ne sera valablement constituée que si la moitié au moins des membres sont présents;
- b) la décision n'est admise dans l'une ou l'autre Assemblée, que si elle est votée à la majorité des 3/4 des voix;
- c) si dans la seconde Assemblée, les 2/3 des associés ne sont pas présents, la décision devra être homologuée par le tribunal civil.

Les décisions de l'Assemblée Générale sont:

- portées à la connaissance des membres par voie de lettre circulaire, ou par courriel,
- inscrites dans un registre ad hoc qui est tenu au siège social, et qui peut être consulté par des tiers.

Chaque membre de l'association devra faire connaître au Conseil d'Administration une adresse électronique.

Art. 7. Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration se compose de trois membres au moins et de douze membres maximum élus par l'Assemblée Générale pour un mandat de deux ans.

Les administrateurs sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration dispose des pouvoirs nécessaires pour la gestion journalière des affaires de l'Association. Il représente l'Association dans ses relations avec les tiers.

Le Conseil d'Administration désignera parmi ses membres le président, le trésorier et le secrétaire général.

Si le Conseil d'Administration se compose de plus de quatre membres, les personnes qui exercent les fonctions pré désignées forment le comité exécutif.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la moitié au moins des administrateurs sont présents ou représentés. Toutefois, il peut délibérer quel que soit le nombre des administrateurs présents ou représentés lorsqu'il sera appelé à délibérer une seconde fois sur un objet inscrit à l'ordre du jour de la séance précédente.

Tout administrateur peut se faire représenter par un autre administrateur sans qu'un administrateur présent ne puisse disposer de plus d'une procuration.

Le Conseil d'Administration est présidé par le président ou à son défaut par le vice-président ou à son défaut par le plus âgé des administrateurs présents.

Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés pour y voter. En cas de parité, la voix du président ou de son remplaçant est prépondérante.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans le registre de l'Association. Les délibérations du Conseil d'Administration sont signées par le président ou son remplaçant, sinon envoyées de façon circulaire par courriel pour approbation.

L'Association est engagée soit par la signature du président du Conseil d'Administration, soit par la signature du vice-président, soit par la signature du trésorier. Tout engagement supérieur à un montant de cinq mille euros (EUR 5.000) nécessite la signature conjointe du Président et du trésorier.

La surveillance de l'administration est exercée par deux commissaires élus par l'Assemblée Générale pour une année et rééligibles immédiatement après expiration de leur mandat. Les commissaires veillent à la stricte exécution des statuts et exercent le contrôle sur toute la gestion de l'Association, soit des écritures des livres, soit de l'état de la caisse.

Art. 8. Ressources sociales. Les ressources de l'Association se composent:

- des cotisations annuelles versées par les membres actifs et sympathisants; il est loisible à chaque membre de verser volontairement une cotisation supérieure;
- des subsides éventuellement versés par les pouvoirs publics intéressés à la poursuite de l'objet de l'Association;
- des subventions spéciales accordées par les particuliers, les collectivités ou toute entreprise;
- des dons que l'Association peut recevoir dans les conditions de l'article 16 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif;
- du produit des fêtes, concours et manifestations.

Art. 9. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre de l'année qui suit.

Exceptionnellement, le premier exercice commence le jour de l'approbation des statuts de l'Assemblée constitutive et se terminera le 31 août 2013.

Les comptes sont arrêtés au 31 août de chaque année et soumis pour approbation à l'Assemblée Générale avec le rapport des Commissaires aux Comptes.

Art. 10. Modification des statuts. Les présents statuts pourront être modifiés conformément aux prescriptions de l'article 8 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif et ses amendements.

Art. 11. Dissolution. L'Assemblée Générale peut prononcer la dissolution de l'Association si au moins 3/4 de ses membres actifs sont présents ou représentés.

La dissolution ne sera admise que si elle est votée à la majorité des 2/3 des membres actifs présents ou représentés.

En cas de dissolution de l'Association, son patrimoine sera affecté après apurement du passif éventuel, selon les décisions de l'Assemblée Générale à une association ayant un but similaire ou à une oeuvre de bienfaisance.

L'Assemblée Générale qui prononcera la dissolution désignera le (ou les) liquidateur(s) et déterminera ses (leurs) pouvoirs,

La dissolution de l'association ne pourra être prononcée que moyennant l'observation des formalités et conditions énoncées par l'article 20 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.

Le président du Conseil d'Administration, ou toute autre personne désignée à cet effet par le Conseil d'Administration est chargé de remplir toutes les formalités de déclaration et de publication prévues par la loi du 21 avril 1928.

Art. 12. Dispositions interprétatives. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, il y a lieu de se référer à la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif. Les statuts approuvés par Assemblée Générale extraordinaire tenue le 5 avril 2012 et prennent effet à compter de ce jour.

Luxembourg, le 21 janvier 2014.

Manon SCHMIT / Gilbert NIELSEN /
Jean-Marc VANDERVAEREN / Malou PROTT /
Denise GREGORIUS / Cheyenne BODET /
Romain SCHULER/ Ernst BUSER/
Tania KAISER-GRÜNBERG / Peter LOESSEL /
Uwe WYNOHRADNYK.

Référence de publication: 2014177260/201.

(140202839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Atya Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 191.779.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on twenty-seventh day of October.

Before Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

“Thibault Management Services S.A.”, a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 47.852,

represented by Mrs. Virginie PIERRU, notary clerk, with professional address at 12, rue Jean Engling L-1466 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg, on October 21st, 2014.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name “Atya Investments S.à r.l.” (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. The Company shall be considered as a “Société de Participations Financières” according to the applicable provisions.

3.2 It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.3 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company to the extent permitted under Luxembourg law. To the extent permitted under Luxembourg law the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company.

3.4 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.5 The Company may buy, sell, exchange, finance, lease, improve, demolish, construct for its own account, develop, divide and manage any real estate. It may further execute all works of renovations and transformations as well as the maintenance of these assets.

3.6 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

5. Capital.

5.1 The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares in registered form with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

6. Shares.

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4 A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

7. Board of managers.

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2 The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

7.3 The shareholder(s) may decide to appoint one or several Class A managers and one or several Class B managers.

8. Powers of the board of managers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of

managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Subject to article 8.3 special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more persons, whether shareholders or not, by any manager of the Company.

8.3 If the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more persons, whether shareholders or not, only by any Class A manager acting jointly with any Class B manager.

9. Procedure.

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 The notice period may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company or if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5 The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented provided that, if the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, at least one Class A manager and one Class B manager (in each case, whether in person or by proxy) votes in favour of the resolution. The chairman shall not be entitled to a second or casting vote.

9.6 The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present at the meeting.

9.7 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.8 In cases of urgency, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

10. Representation.

10.1 Subject to article 10.2 the Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of any manager of the Company or by the signature of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2 and 8.3 of these Articles.

10.2 If the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, the Company will be bound towards third parties by the joint signature of any Class A manager with any Class B manager.

11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

12. Powers and voting rights.

12.1 The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2 Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3 Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

13. Form - Quorum - Majority.

13.1 If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

14. Accounting year.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

15. Allocation of profits.

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3 The general meeting of shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised either since the end of the last fiscal year increased by profits carried forward and distributable reserves, including share premium, but decreased by losses carried forward or, where the distribution is to be made during the first financial year of the Company, since the date of incorporation of the Company but, in either case, decreased by sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles.

VI. Dissolution - Liquidation

In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder (s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VII. General provision

Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision:

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31st, 2015.

Subscription - Payment:

Thereupon, "Thibault Management Services S.A.", prenamed and represented as stated above, declares to subscribe five hundred (500) shares and to fully paid-up by contribution in cash amounting to twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-).

The amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately nine hundred Euro (EUR 900.-).

Resolutions of the sole shareholder:

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, represented as aforesaid and representing the entirety of the subscribed share capital, has passed the following resolutions:

1. The following are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

Class A Manager:

M. Hernán Bressi, born on July 16th, 1973 in Buenos Aires, Argentina, and residing professionally at Encarnación Ezcurra 449, P 4, Dto 406, (C1107CLC) CABA, Argentina.

Class B Manager:

“Victoria Management Services S.A.”, a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 47.765.

2. The registered office of the Company is set at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le vingt-sept octobre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

«Thibault Management Services S.A.», une société constituée selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg B 47.852,

Ici représentée par Mme Virginie PIERRU, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle au 12, rue Jean Engling L-1466 Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée sous seing privé à Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les besoins de l’enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d’une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

1. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Atya Investments S.à r.l.» (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 Août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l’associé unique ou de l’assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu’à l’étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d’ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l’activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée entre le siège social et l’étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l’étranger, jusqu’à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n’auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participation, tant au Luxembourg qu’à l’étranger, dans toutes les sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. La Société sera considérée comme une Société de Participations Financières selon les mesures en vigueur.

3.2 Elle pourra en outre investir dans l’acquisition et la gestion d’un portefeuille de brevets ou d’autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.3 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d’offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l’émission de parts sociales et obligations et d’autres titres représentatifs d’emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d’obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société, dans la limite de ce qui est permis par la loi luxembourgeoise. Dans la limite de ce qui est permis par la loi luxembourgeoise la Société pourra également donner des garanties et nantir,

transférer, grever ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société.

3.4 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.5 La société pourra acheter, vendre, échanger, financer, louer, améliorer, démolir, construire pour son propre compte, développer, diviser et gérer tous biens immobiliers. Elle pourra en outre effectuer tous travaux de rénovations et de transformations ainsi que la maintenance de ces biens.

3.6 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant l'un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

5. Capital.

5.1 Le capital de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cinq cents (500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle aura été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi ou il pourra être consulté par chaque associé.

6.5 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'(ne) est (sont) pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables n'importe quand ad nutum (sans aucune raison).

7.3 L'associé unique ou les associés, selon le cas, pourront nommer un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B.

8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus qu'un gérant, du conseil de gérance, lequel aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2 Sous réserve des dispositions de l'article 8.3, des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à une ou plusieurs personnes, qu'elles soient associés ou non, par tout gérant de la Société.

8.3 Si les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques ne peuvent être délégués à une ou plusieurs personnes, qu'elles soient associés ou non, que par tout gérant de Classe A agissant conjointement avec tout gérant de Classe B.

9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 Il peut être renoncé à la période de convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, ou si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix à la condition que, si l'associé unique ou les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, au moins un gérant de Classe A et un gérant de Classe B (à chaque fois soit en personne soit par procuration) votent en faveur de la résolution. Le Président ne dispose pas d'une seconde voix ou d'une voix prépondérante.

9.6 Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents à la réunion.

9.7 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.8 En cas d'urgence, les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

10. Représentation.

10.1 Sous réserve des dispositions de l'article 10.2, la Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la seule signature d'un gérant ou par la signature de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.2 et 8.3 des Statuts.

10.2 Si l'associé unique ou les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, la Société sera engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe de tout gérant de Classe A et de tout gérant de Classe B.

11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent, en raison de leur mandat, aucune obligation personnelle relativement à tout engagement valablement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où un tel engagement est en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne ou entité comme mandataire.

13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique envoyé(e)s par lettre ou télécopie.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3 L'assemblée générale des associés peut décider de distribuer des dividendes intérimaires sur la base d'un état comptable préparé par les gérants dont il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, comprenant la prime d'émission, mais diminué des pertes reportées ou, lorsque la distribution a lieu lors du premier exercice social de la Société, depuis la date de constitution de la Société mais, dans tous les cas, diminué des sommes à allouer à la réserve légale établie en fonction de la loi ou des présents statuts.

VI. Dissolution - Liquidation

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire:

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2015.

Souscription - Libération:

Ces faits exposés, «Thibault Management Services S.A.», prénommée et représentée comme ci-avant, déclare souscrire cinq cents (500) parts sociales et les libérer entièrement moyennant apport en numéraire de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

La somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, lequel le reconnaît expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ neuf cents euros (900,- EUR).

Décisions de l'associée unique:

Et aussitôt la Société constituée, l'associée unique de la Société, représentée comme ci-avant et représentant la totalité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérantes de la Société pour une durée indéterminée:

Gérant de classe A:

M. Hernán Bressi, né le 16 juillet 1973 à Buenos Aires, Argentine, et ayant son adresse professionnelle à Encarnación Ezcurra 449, P 4, Dto 406, (C1107CLC) CABA, Argentine.

Gérant de classe B:

«Victoria Management Services S.A.», une société constituée selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 47.765.

2. Le siège social de la Société est établi au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date spécifiée en tête des présents Statuts.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. PIERRU, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 novembre 2014. LAC/2014/51385. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014175844/440.

(140202046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Violetta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 191.809.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the thirty-first of October.

Before us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem (Grand-Duchy of Luxembourg),

there appeared:

ECR-EUROPE CONSEILS REALISATIONS S.A., société anonyme, having its registered office in Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse, RCS Luxembourg B 58272, here represented by Mrs. Danielle SCHROEDER, company manager, with professional address at 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, by virtue of a proxy, hereto annexed.

Such appearing party, acting in its hereinabove stated capacity, has drawn up the following articles of a public limited company (société anonyme) which it declares to organize.

Name - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. There exists a public limited company ("société anonyme"), which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (the Company), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles) under the name of "VIOLETTA S.A."

Art. 2. The registered office is established in Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a decision of the board of directors of the Company.

The registered office may further be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a decision of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

The Company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the corporation which, notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg Company.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. The Company's purpose is to have, take or acquire participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign legal companies.

The Company may acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, shares, rights, patents and licences, and other property (tangible and/or intangible), rights and interest in property as the Company shall deem fit. Generally, the Company may hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, in such terms and for such consideration as the Company may think fit at its sole and absolute discretion, and in particular for shares or securities of any legal entity, to enter into, assist or participate in

financial, commercial and other transactions, and to grant to any legal entity in which it has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees.

The Company may borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed.

In general, the Company may take any control or supervision measures and carry out any commercial, technical or financial activity and all other activities, which it may deem necessary and useful to the accomplishment of its purpose.

Art. 5. The subscribed capital is fixed at FIVE HUNDRED THOUSAND EUROS (EUR 500,000.-) divided into FIVE HUNDRED (500) shares having a par value of ONE THOUSAND EUROS (EUR 1,000.-) each.

The shares are in registered form.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

Should the subscribed capital be increased, the rights attached to the new shares will be the same as those enjoyed by the old shares.

Furthermore, the corporate share capital may be increased from its present amount up to ONE MILLION EUROS (EUR 1,000,000.-) by the creation and issue of additional shares.

The board of directors is fully authorized and appointed:

- to render effective such increase of capital as a whole at once, by successive portions or by continuous issues of new shares, to be paid up in cash, by contribution in kind, by conversion of uncontested, current and immediately exercisable claims against the company or following approval of the annual general meeting of shareholders, by incorporation of profits or reserves into capital;

- to determine the place and the date of the issue or of the successive issues, the terms and conditions of subscription and payment of the additional shares;

- to suppress or limit the preferential subscription right of the shareholders with respect to the above issue of supplementary shares against payment in cash.

Such authorization is valid for a period of five years starting from the date of publication of the present deed and may be renewed by a general meeting of shareholders with respect to the shares of the authorized capital which at that time shall not have been issued by the board of directors.

As a consequence of each increase of capital so rendered effective and duly documented in notarial form, the first paragraph of the present article will be amended such as to correspond to the increase so rendered effective; such modification will be documented in notarial form by the board of directors or by any persons appointed for such purposes.

The subscribed and authorized capital of the Company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the Articles.

Board of directors and supervisory auditors

Art. 6. The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the Company. However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of directors may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholder in the Company.

The directors shall be elected by the general shareholders' meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The directors shall be appointed for a period not exceeding six years and they shall be re-eligible. They may be removed at any time.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

In the event of a vacant directorship previously appointed by general meeting, the remaining directors as appointed by the general meeting have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general shareholders' meeting.

Art. 7. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law or by these articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

In case the Company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

The board of directors elects a Chairman among its members; in the absence of the Chairman, another director, designated to this effect by the board, presides over the meeting.

The board of directors may validly deliberate and act only if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted. The proxies may be given in writing either in original, or by facsimile or by any other electronic communication means.

One or more directors may participate in any meeting of the board by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating to the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the directors. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effects as resolutions adopted at the directors' meetings.

Resolutions shall require a majority vote. In case of a tie, the Chairman has a casting vote.

The board of directors may delegate all or part of its powers concerning the day-to-day management and the representation of the corporation in connection therewith to one or more directors, managers, or any other officers.

The Company is committed either by the joint signatures of any two directors or by the individual signature of the delegate of the board of directors within the limits of his powers. In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be bound by the signature of the sole director.

Art. 8. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the Chairman or, in his absence, by two directors. Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the Chairman or two directors. In case the board of directors is composed of one director only, the sole director shall sign these documents.

Art. 9. The Company is supervised by one or several supervisory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration.

The term of the mandate of the supervisory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years; they shall be re-eligible and they may be removed at any time.

Business year - General Meeting - Distribution of profits

Art. 10. The financial year begins on January 1st and ends on December 31st of the same year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

Art. 11. The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the fourth Friday of May of each year at 11.00 a.m.

If such day is a public holiday, the general meeting will be held on the next following working day.

Art. 12. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify such acts as may concern the Company. In case the Company has only one shareholder, such shareholder exercises all the powers granted to the general meeting of shareholders.

Convening notices of all general meetings shall be made in compliance with the legal provisions. If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have had knowledge of the agenda submitted to their consideration, the general meeting may take place without previous convening notices.

Every shareholder has the right to vote in person or by proxy, who need not be a shareholder.

Each share gives the right to one vote.

The Company will recognize only one holder for each share; in case a share is held jointly by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company.

The directors or the auditor(s) may convene a General Meeting. They are obliged to convene it at the written request of shareholders representing one tenth (1/10th) of the Company's capital.

Art. 13. At least five percent (5%) of the net profit of the financial year has to be allocated to the legal reserve. Such contribution will cease to be compulsory when the legal reserve reaches ten percent (10%) of the subscribed capital.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

The board of directors is authorized to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by law.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 14. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the Articles.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remunerations.

General dispositions

Art. 15. The Law of August 10, 1915, on Commercial Companies as amended, shall apply in so far as these Articles do not provide for the contrary.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the Company and ends on December 31st, 2014.

The first annual general meeting shall be held in 2015.

Subscription and payment

All the FIVE HUNDRED (500) shares have been subscribed by ECR-EUROPE CONSEILS REALISATIONS S.A. pre-named,

The subscribed shares have been entirely paid up in cash, so that the Company has now at its disposal the sum of FIVE HUNDRED THOUSAND EUROS (EUR 500,000.-) as was certified to the undersigned notary, who expressly states this.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The amount of the expenses for which the Company is liable as a result of its formation is approximately fixed at two thousand five hundred Euro.

Extraordinary general meeting

The above-named party, represented as stated here above, acting in the here above stated capacity, representing the whole of the subscribed capital, considering itself to be duly convened, then held an extraordinary general meeting and unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at THREE (3).

The following have been elected as directors, their mandate expiring at the annual general meeting of 2020:

1.- Mrs. Danielle SCHROEDER, company manager, with professional address at 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

2.- Mr. Alain SCHREURS, lawyer, with professional address at 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

3.- Mr. Antonio RAFFA, attorney at law, with professional address at 54, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg.

Second resolution

The number of supervisory auditors is fixed at ONE (1).

The following has been appointed as supervisory auditor, his mandate expiring at the annual general meeting of 2020:

The company "FIDEX AUDIT S.à r.l.", having its registered office in 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, RCS Luxembourg B 48.513.

Third resolution

The Company's registered office is located at 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; upon request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, known to the notary, by her surname, given name, civil status and residence, said person appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trente et un octobre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

ECR-EUROPE CONSEILS REALISATIONS S.A., société anonyme ayant son siège social à Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse, RCS Luxembourg B-58272, ici représentée par Madame Danielle SCHROEDER, directeur de société, avec adresse professionnelle au 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, en vertu d'une procuration, ci-annexée.

Laquelle partie comparante, agissant en sa susdite qualité, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme que la partie déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme qui est régie par les lois relatives à une telle entité (la Société), et en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) ainsi que par les présents statuts (les Statuts) sous la dénomination de «VIOLETTA S.A.».

Art. 2. Le siège de la Société est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré à tout autre endroit de la même commune par une décision du conseil d'administration.

De plus, le siège social peut être transféré à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une décision des actionnaires délibérant comme en matière de modifications des Statuts.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La Société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. L'objet de la Société est la détention, la prise ou l'acquisition de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères.

La société peut acquérir par voie de participations, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière tous titres, valeurs, droits, brevets et licences et autre bien (tangibles et/ou intangibles), droits et participation au bien que la Société juge appropriés. De manière générale, la Société peut détenir, gérer, mettre en valeur et céder en totalité ou en partie, à des conditions et à un prix jugé convenable par la Société et en particulier pour des actions ou des valeurs de toute société, de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres et d'octroyer à toute société dans laquelle elle a un intérêt financier direct ou indirect, tout concours, prêts, avances ou garanties.

La Société peut emprunter ou lever des fonds de quelque manière que ce soit et garantir le remboursement de toute somme empruntée.

D'une façon générale, la Société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance, effectuer toutes opérations commerciales, techniques et financières, et encore accomplir toutes autres opérations qui lui semblent nécessaires et utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à CINQ CENT MILLE Euros (EUR 500.000.-) divisé en CINQ CENTS (500) actions ayant une valeur nominale de MILLE Euros (EUR 1.000.-) chacune.

Les actions sont nominatives.

La Société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Si le capital souscrit est augmenté, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

En outre, le capital social pourra être porté de son montant actuel à UN MILLION D'EUROS (EUR 1.000.000.-) par la création et l'émission d'actions supplémentaires.

Le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles, à libérer par voie de versements en numéraire, d'apports en nature, par transformation de créances certaines et immédiatement exigibles ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves de capital;

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles;

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission ci-dessus mentionnée d'actions supplémentaires contre apports en espèces.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici-là n'auront pas été émises par le Conseil d'Administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Administration - Surveillance

Art. 6. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition

du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs seront nommés pour un terme n'excédant pas six (6) ans et ils sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur ayant été élu par l'assemblée générale, les administrateurs restants, nommés par assemblée générale, pourront élire un administrateur pour remplir provisoirement cette vacance, cette décision devant être ratifiée lors de la prochaine assemblée des actionnaires.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Le conseil d'administration élit un président parmi ses membres; en son absence un autre administrateur, désigné à cet effet par le conseil d'administration, présidera les réunions.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, des procurations entre administrateurs étant permises. Les procurations peuvent être données par écrit soit en original, ou par fax ou par tout autre moyen de communication électronique.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent prendre part à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à toutes les personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Des décisions prises par écrit, approuvées et signées par tous les administrateurs, produiront effet au même titre que des décisions prises aux réunions du conseil d'administration.

Les résolutions se prennent à la majorité des voix. En cas de partage des voix, la décision du président est déterminante.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs, en ce qui concerne la gestion journalière, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou tout autres agents.

La Société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil d'administration dans les limites de ses pouvoirs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

Art. 8. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 9. La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire(s) est fixée par l'assemblée générale pour un terme n'excédant pas six (6) ans; ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment.

Année sociale - Assemblée général - Répartition des bénéfices

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le quatrième vendredi du mois de mai de chaque année à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Les convocations aux assemblées générales se font en conformité avec les dispositions légales. Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée peut valablement délibérer sans convocation préalable.

Tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire.

Chaque action donne droit à une voix.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la Société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire de l'action.

Une Assemblée Générale Extraordinaire peut être convoquée par le Conseil d'Administration ou par le(s) commissaire(s). Ils sont obligés de la convoquer sur la demande écrite d'actionnaires représentant le dixième du capital social.

Art. 13. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration peut payer des acomptes sur dividendes conformément aux dispositions légales.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 14. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des Statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Disposition générale

Art. 15. La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, ainsi que leurs modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents Statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2014.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2015.

Souscription et paiement

Toutes les CINQ CENTS (500) actions ont été souscrites par ECR-EUROPE CONSEILS REALISATIONS S.A., pré-nommée.

Les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de CINQ CENT MILLE Euros (EUR 500.000.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société.

La preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné qui le reconnaît expressément.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ deux mille cinq cents Euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant la partie comparante, représentée comme ci-avant, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire à laquelle elle se reconnaît dûment convoquée et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elle a à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à TROIS (3).

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'assemblée générale annuelle statutaire de 2020:

1.- Madame Danielle SCHROEDER, directeur de société, avec adresse professionnelle au 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

2.- Monsieur Alain SCHREURS, juriste, avec adresse professionnelle au 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

3.- Monsieur Antonio RAFFA, avocat, avec adresse professionnelle au 54, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg.

Deuxième résolution

Le nombre de commissaires est fixé à UN (1).

Est appelée aux fonctions de commissaire, son mandat expirant à l'assemblée générale annuelle statutaire de 2020:

«FIDEX AUDIT S.à r.l.», ayant son siège social au 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, RCS Luxembourg B 48.513.

Troisième résolution

Le siège social de la Société est fixé au 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française; à la requête de la même personne comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture donnée à la personne comparante prémentionnée, connue du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: D. SCHROEDER, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 5 novembre 2014. Relation: EAC/2014/14903. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014177252/368.

(140202848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Vaudoise Assurances Fund SA, SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 191.800.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the twenty fifth day of September,

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

UNI-HEDGE VAUDOISE I LIMITED

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of UNI-HEDGE VAUDOISE I LIMITED (the "Company"), a non-cellular company limited by shares and registered in Guernsey and having its registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3QL, to be transferred in the Grand Duchy of Luxembourg by way of continuation, i.e. without interruption of its legal personality, as a Luxembourg company with limited liability (société anonyme) with variable capital qualifying as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé) subject to Luxembourg law and in particular the Luxembourg law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended.

The meeting was opened with Mrs Gaëlle Schneider, avocat, professionally residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Mrs Mélanie Martin, juriste, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Francesco Pastorini, director, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. - That all the shares of the Company being registered shares, the present meeting has been convened by notices containing the agenda and sent by registered mail to each of the registered shareholders of the Company on 15 September 2014,

II. - That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities,

III. - That as appears from the said attendance list, 3,103,408.4192 shares out of 3,103,408.4192 shares in circulation are present or represented at the present meeting.

IV. - That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

I. Acknowledgement of the written resolutions taken by the shareholders of the Company ("Written Resolutions") on 13 August 2014 to inter alia, (a) convert the Company (formerly named "Uni-Hedge Vaudoise I IC Limited") from an incorporated cell of Uni-Hedge ICC Limited into a non-cellular company on the terms that the name of the Company be changed to "Uni-Hedge Vaudoise I Limited" and (b) subject to completion of the aforesaid conversion, remove the Company from the Register of Companies in Guernsey for the purposes of registering it as a company under the law of the Grand Duchy of Luxembourg and to transfer the Company to the Grand Duchy of Luxembourg by way of continuation, i.e. without interruption of its legal personality, as a limited company subject to the law of the Grand Duchy of Luxembourg

under the name “Vaudoise Assurances Fund S.A., SICAV-SIF” or, if such name is not available, under such other name as the directors of the Company may in their discretion select;

II. Approval of the transfer of the registered office and central administration of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg and change of nationality to Luxembourg nationality;

III. Acknowledgement that the Company shall continue to exist and adoption of the form of a Luxembourg company with limited liability (société anonyme) with variable capital qualifying as a specialised investment fund (fonds d’investissement spécialisé) subject to Luxembourg law and in particular the Luxembourg law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended;

IV. Change of the name of the Company to “Vaudoise Assurances Fund S.A., SICAV-SIF”;

V. Approval of the auditors’ statement confirming that the combined share capital of the Company is in excess of EUR 1,250,000 at 25 September 2014;

VI. Full restatement of the articles of incorporation of the Company (the “Articles”);

VII. Determination of the date of the current fiscal year-end and annual general meeting;

VIII. Approval of:

- a. resignation of Nigel Carey, Patrick Fenal, Christopher Hill, Regis Martin and David Warr as directors of the Company;
- b. appointment of Reto Kuhn, Bruno Férolles, Alain Guérard and Jean-Michel Loehr as directors of the Company;
- c. so that from the date hereof, the board of directors of the Company be composed of (i) Reto Kuhn and (ii) Bruno Férolles as directors of category A, and (iii) Alain Guérard and (iii) Jean-Michel Loehr as directors of category B;
- d. allocation of directors’ fees;

IX. Appointment of PriceWaterhouseCoopers, Société coopérative, 400, route d’Esch, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as statutory auditor (réviseur d’entreprise agréé) of the Company;

X. Determination the address of the registered office of the Company at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg until 19 October 2014 and at 6, rue Lou Hemmer, L-1748 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg as from 20 October 2014;

XI. Consider any other matter that may properly come before the meeting.

The Written Resolutions, together with the special report drawn up by PriceWaterhouseCoopers, Société coopérative, 400, route d’Esch, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the course of the transfer of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

After having reviewed the items of the agenda, the general meeting took the following resolutions:

First resolution

The general meeting acknowledges the Written Resolutions to transfer the Company in the Grand Duchy of Luxembourg by way of continuation, i.e. without interruption of its legal personality, as a Luxembourg company with limited liability (société anonyme) with variable capital qualifying as a specialised investment fund (fonds d’investissement spécialisé) subject to Luxembourg law and in particular the Luxembourg law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended, under the name “Vaudoise Assurances Fund S.A., SICAV-SIF”.

Second resolution

The general meeting hereby approves the transfer of the registered office and central administration of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg and change of nationality to Luxembourg nationality.

Third resolution

The general meeting acknowledges that the Company shall continue to exist and adoption of the form of a Luxembourg company with limited liability (société anonyme) with variable capital qualifying as a specialised investment fund (fonds d’investissement spécialisé) subject to Luxembourg law and in particular the Luxembourg law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended.

Fourth resolution

The general meeting decides to change the name of the Company to “Vaudoise Assurances Fund S.A., SICAV-SIF”.

Fifth resolution

The general meeting approves the auditors’ statement confirming that the combined share capital of the Company is in excess of EUR 1,250,000 at 25 September 2014.

Sixth resolution

As a consequence of the above resolutions, the general meeting decides to fully restate the articles of incorporation of the Company which shall now read as follows:

Chapter I - Form, Term, Object, Registered office

Art. 1. Name and form. There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a company in the form of a public limited company (“société anonyme”) qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund (“société d’investissement à capital variable - fonds d’investissement spécialisé”) under the name of “Vaudoise Assurances Fund S.A., SICAV-SIF” (hereinafter the “Company”).

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 3. Purpose. The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other permissible assets, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object in accordance with the law dated 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the “Law of 13 February 2007”), as such law may be amended, supplemented or rescinded from time to time.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company shall be in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors (the “Board”).

The Board is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg and, to the extent permitted by law, the Board may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

If the Board considers that extraordinary events of a political, economic or social nature, likely to compromise the registered office’s normal activity or easy communications between this office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Company’s nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

Chapter II - Capital

Art. 5. Share capital. The share capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company and its Sub-Funds (as defined in article 7 hereof). The minimum share capital of the Company cannot be lower than the level provided for by the Law of 13 February 2007. Such minimum share capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under Luxembourg law.

For the purposes of the consolidation of the accounts the base currency of the Company shall be US Dollar (USD).

Art. 6. Capital variation. The share capital of the Company shall vary, without any amendment to the articles of incorporation, as a result of the Company issuing new shares or redeeming its shares.

Art. 7. Sub-funds. The Board may, at any time, create different categories of shares, each one corresponding to a distinct part or “sub-fund” of the Company’s net assets (hereinafter referred to as a “Sub-Fund”). In such event, it shall assign a particular name to them, which it may amend, and may limit or extend their lifespan if it sees fit.

As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund or Sub-Funds. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company’s creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The Board, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the issuing documents of the Company, that all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in US Dollar (USD), be converted into US Dollar (USD) and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and classes of shares.

Chapter III - Shares

Art. 8. Form of shares. The shares of the Company may be issued in registered form or bearer dematerialised form (book entry bearer form).

All shares of the Company issued in registered form shall be registered in the register of shareholders kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by him and the amounts paid.

The inscription of the shareholder’s name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The Board shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates, if any, shall be signed by any two members of the Board, but in any case at least one Class A directors or by one Class A director and a person duly authorised thereto by the Board. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may determine.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Board may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

A duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Board may determine, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, if a shareholder so requests and proves to the satisfaction of the Company that his share certificate has been lost, damaged or destroyed. The new share certificate shall specify that it is a duplicate. Upon its issuance, the original share certificate shall become void.

Damaged share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such share(s).

The Board may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis.

Art. 9. Classes of shares. The shares of the Company are reserved to professional investors within the meaning of the law dated 12 July 2013 related to alternative investment fund managers (the "AIFM Law") as such law may be amended, supplemented or rescinded from time to time and which also qualify as well-informed investors within the meaning of the Law of 13 February 2007. and the Company will refuse to issue shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the said law.

The Board may decide to issue one or more classes of shares for the Company or for each Sub-Fund.

Each class of shares may differ from the other classes with respect to its cost structure, the initial investment required or the currency in which the net asset value is expressed or any other feature.

Within each class, there may be capitalisation share-type and distribution share-types.

Whenever dividends are distributed on distribution shares, the portion of net assets of the class of shares to be allotted to all distribution shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalisation shares shall remain the same.

The Board may decide not to issue or to cease issuing classes, types or sub-types of shares in one or more Sub-Funds.

The Board may, in the future, offer new classes of shares without approval of the shareholders. Such new classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing classes of shares, including, without limitation, the amount of the management fee attributable to those shares, and other rights relating to liquidity of shares. In such a case, the issuing documents of the Company shall be updated accordingly.

Any future reference to a Sub-Fund shall include, if applicable, each class and type of share making up this Sub-Fund and any reference to a type shall include, if applicable, each sub-type making up this type.

Art. 10. Issue of shares. Subject to the provisions of the Law of 13 February 2007, the Board is authorised without limitation to issue an unlimited number of shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The Board may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares and/or in any Sub-Fund; the Board may, in particular, decide that shares of any class and/or of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the issuing documents of the Company.

In addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as foreseen by the Law of 13 February 2007 and the AIFM Law, the Board may determine any other subscription conditions such as the minimum amount of subscriptions/commitments, the minimum amount of the aggregate net asset value of the shares of a Sub-Fund to be initially subscribed, the minimum amount of any additional shares to be issued, the application of default interest payments on shares sub-

scribed and unpaid when due, restrictions on the ownership of shares and the minimum amount of any holding of shares. Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the issuing documents of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines fixed by the Board and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board and reflected in the issuing documents of the Company.

The Board may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The Company may, if a prospective shareholder requests and the Board so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the Board and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company or the Sub-Fund being invested in. A report relating to the contributed assets must be delivered to the Board by a Luxembourg independent auditor.

Art. 11. Redemption. The Board shall determine whether shareholders of any particular class of shares or any Sub-Fund may request the redemption of all or part of their shares by the Company or not, and reflect the terms and procedures applicable in the issuing documents of the Company and within the limits provided by law and these articles of incorporation.

The Company shall not proceed to redemption of shares in the event the net assets of the Company would fall below the minimum capital foreseen in the Law of 13 February 2007 as a result of such redemption.

The redemption price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the Board and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board and reflected in the issuing documents of the Company. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board shall determine.

If, as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Furthermore, if, with respect to any given Valuation Day (as defined in article 15 hereof) redemption requests pursuant to this article and conversion requests pursuant to article 13 hereof exceed a certain level determined by the Board in relation to the number of shares in issue in a specific Sub-Fund or class, the Board may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board considers to be in the best interest of the Company. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company may redeem shares whenever the Board considers redemption to be in the best interests of the Company or a Sub-Fund.

In addition, the shares may be redeemed compulsorily in accordance with article 14 "Limitation on the ownership of shares" herein.

The Company shall have the right, if the Board so determines, to satisfy in specie the payment of the redemption price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company or the relevant Sub-Fund(s) equal to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Company or the relevant Sub-Fund(s) and the transaction shall be confirmed by a special report of a Luxembourg independent auditor. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

Art. 12. Transfer of shares. When a shareholder has outstanding obligations vis-à-vis the Company, by virtue of its subscription agreement or otherwise, shares held by such shareholder may only be transferred, pledged or assigned with the written consent from the Board, which consent shall not be unreasonably withheld. In such event, any transfer or assignment of shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller or otherwise.

Art. 13. Conversion. Unless otherwise determined by the Board for certain classes of shares or with respect to specific Sub-Funds in the issuing documents of the Company, shareholders are not entitled to require the conversion of whole or part of their shares of any class of a Sub-Fund into shares of the same class in another Sub-Fund or into shares of another existing class of that or another Sub-Fund. When authorised, such conversions shall be subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the Board shall determine.

The conversion price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the Board and reflected in the issuing documents of the Company.

If, as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board, then the

Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class of shares.

Art. 14. Limitations on the ownership of shares. The Board may restrict or block the ownership of shares in the Company by any natural person or legal entity if the Board considers that this ownership violates the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg or of any other country, or may subject the Company to taxation in a country other than the Grand-Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company.

In such instance, the Board may:

a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares when it appears that such issue or transfer might or may have as a result the allocation of ownership of the shares to a person who is not authorised to hold shares in the Company;

b) proceed with the compulsory redemption of all the relevant shares if it appears that a person who is not authorised to hold such shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears that one or several persons is or are owner or owners of a proportion of the shares in the Company in such a manner that this may be detrimental to the Company. The following procedure shall be applied:

1. the Board shall send a notice (hereinafter called the "redemption notice") to the relevant investor possessing the shares to be redeemed; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the investor by recorded delivery letter to his last known address. The investor in question shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate or certificates, if there are any, representing the shares to be redeemed specified in the redemption notice. From the closing of the offices on the day specified in the redemption notice, the investor shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice and the certificates representing these shares shall be rendered null and void in the books of the Company;

2. the price at which the shares specified in the redemption notice shall be redeemed (the "redemption price") shall be determined in accordance with the rules fixed by the Board and reflected in the issuing documents of the Company. Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon delivery of the share certificate or certificates, if issued, representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective delivery of the share certificate or certificates, if issued, as aforesaid. The exercise by the Company of this power shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

In particular, the Company may restrict or block the ownership of shares in the Company by any "US Person" unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations. The term "US Person" means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States of America or any person falling within the definition of "US Person" under such laws.

Art. 15. Net asset value. The net asset value of the shares in every Sub-Fund, class, type or sub-type of share of the Company shall be determined at least once a year and expressed in the currency(ies) decided upon by the Board. The Board and/or the alternative investment fund manager that it has appointed (the "AIFM") shall decide the days by reference to which the assets of the Company or Sub-Funds shall be valued (each a "Valuation Day") and the appropriate manner to communicate the net asset value per share, in accordance with the legislation in force.

I. The assets of the Company shall include:

- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
- all securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the relevant Sub-Fund;
- all dividends and distributions payable to the relevant Sub-Fund either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
- all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the relevant Sub-Fund, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
- the preliminary expenses of the Company or of the relevant Sub-Fund, to the extent that such expenses have not already been written-off;

- the other fixed assets of the Company or of the relevant Sub-Fund, including office buildings, equipment and fixtures; and

- all other assets whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

II. The liabilities of the Company shall include:

- all borrowings, bills, promissory notes and accounts payable;

- all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company regarding each Sub-Fund but not yet paid;

- a provision for any tax accrued to the Valuation Day and any other provisions authorised or approved by the Board; and

- all other liabilities of the Company of any kind, with respect to each Sub-Fund, except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company including, but not limited to: formation expenses; expenses in connection with and fees payable to, its investment manager(s), adviser(s), accountants, custodian and correspondents, registrar, transfer agents, paying agents, brokers, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors; administration, domiciliary services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of issuing documents, explanatory memoranda, registration statements, financial reports) and other operating expenses; the cost of buying and selling assets (transaction costs); interest and bank charges as well as taxes and other governmental charges.

The Company and/or the AIFM may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis yearly or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The value of the assets of the Company shall be determined as follows:

- the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the AIFM may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

- the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognised pricing service approved by the AIFM. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be appraised at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by the AIFM under the responsibility of the Board;

- the value of securities and money market instruments which are not quoted or traded on a regulated market will be appraised at a fair value at which they are expected to be resold, as determined in good faith by the AIFM under the responsibility of the Board;

- the value of investments in private equity securities will be appraised at a fair value by the AIFM under the responsibility of the Board in accordance with appropriate professional standards, such as, without limitation, the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines published by the International Private Equity Valuation (IVPE) board, as further specified in the issuing documents of the Company;

- the amortised cost method of valuation for short-term transferable debt securities in certain Sub-Funds of the Company may be used. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security. While this method provides certainty in valuation, it may result during certain periods in values which are higher or lower than the price which the Sub-Fund would receive if it sold the securities prior to maturity. For certain short term transferable debt securities, the yield to a shareholder may differ somewhat from that which could be obtained from a similar sub-fund which marks its portfolio securities to market on a daily basis;

- the value of the participations in investment funds shall be based on the last available valuation. Generally, participations in investment funds will be valued in accordance with the methods provided by the documents governing such investment funds. These valuations shall normally be provided by the fund administrator or valuation agent of an investment fund. To ensure consistency within the valuation of each Sub-Fund, if the time at which the valuation of an investment fund was calculated does not coincide with the valuation time of any Sub-Fund, and such valuation is determined to have changed materially since it was calculated, then the net asset value may be adjusted to reflect the change as determined in good faith by the AIFM under the responsibility of the Board;

- the valuation of swaps will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swaps). Any adjustments required as a result of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value;

- the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognised markets, will be based on their net liquidating value determined, pursuant to the

policies established by the AIFM under the responsibility of the Board on the basis of recognised financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealised profit/loss with respect to the relevant position;

- the value of other assets will be determined prudently and in good faith by the AIFM under the responsibility of the Board in accordance with the relevant valuation principles and procedures.

The AIFM, at its discretion, may authorise the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the AIFM or by a designee of the AIFM.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the valuation/accounting principles specified in the issuing documents of the Company.

For each Sub-Fund, adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

For each Sub-Fund and for each class of shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or class) by the number of shares issued and in circulation in such Sub-Fund or class; assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the relevant exchange rates.

The Company's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all its Sub-Funds.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the net asset value taken by the AIFM or by any bank, company or other organisation which the Board and/or the AIFM may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

Art. 16. Allocation of assets and liabilities among the sub-funds. For the purpose of allocating the assets and liabilities between the Sub-Funds, the AIFM shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

- the proceeds from the issue of each share of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;

- where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Company to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value is applied to the relevant portfolio;

- where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability is allocated to the relevant portfolio;

- in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability is as a rule allocated to all the Sub-Funds pro rata to their net asset values; notwithstanding the foregoing, if and when specific circumstances so justify, such asset or liability may be allocated to all Sub-Funds in equal parts;

- upon the payment of dividends to the holders of shares in any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

Towards third parties, the assets of a given Sub-Fund will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Sub-Fund. In relations between shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

Art. 17. Suspension of calculation of the net asset value. The Company and/or the AIFM may suspend the determination of the net asset value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of shares, for one or more Sub-Funds, in the following cases:

- when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets of one or several Sub-Funds are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;

- when the information or calculation sources normally used to determine the value of a Sub-Fund's assets are unavailable, or if the value of a Sub-Fund's investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever;

- when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions of a Sub-Fund or if purchase or sale transactions of a Sub-Fund cannot be executed at normal rates;

- when the political, economic, military or monetary environment or an event of force majeure, prevent the Company from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;

- when, for any other reason, the prices of any significant investments owned by a Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained;

- when the Company or any of the Sub-Funds is/are in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction;

- when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by several investment funds in which the Company or the relevant Sub-Fund is invested;

- in exceptional circumstances, whenever the Company considers it necessary in order to avoid irreversible negative effects on one or more Sub-Funds, in compliance with the principle of equal treatment of shareholders in their best interests.

In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interest of the shareholders or insufficient market liquidity, the AIFM reserves its right to determine the net asset value of the shares of a Sub-Fund only after it shall have completed the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on the Sub-Fund's behalf.

When shareholders are entitled to request the redemption or conversion of their shares, if any application for redemption or conversion is received in respect of any relevant Valuation Day (the "First Valuation Day") which either alone or when aggregated with other applications so received, is above the liquidity threshold determined by the Board for any one Sub-Fund, the Board reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining shareholders) to scale down pro rata each application with respect to such First Valuation Day so that no more than the corresponding amounts be redeemed or converted on such First Valuation Day. To the extent that any application is not given full effect on such First Valuation Day by virtue of the exercise of the power to pro-rate applications, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the shareholder in respect of the next Valuation Day and, if necessary, subsequent Valuation Days, until such application shall have been satisfied in full. With regard to any application received in respect of the First Valuation Day, to the extent that subsequent applications shall be received in respect of following Valuation Days, such later applications shall be postponed in priority to the satisfaction of applications relating to the First Valuation Day, but subject thereto shall be dealt with as set out in the preceding sentence.

The suspension of the calculation of the net asset value and/or where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the Board is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any shareholders requesting redemption or conversion of their shares.

The suspension measures provided for in this article may be limited to one or more Sub-Funds.

Chapter IV - Administration and management of the company

Art. 18. Administration. The Company shall be managed by a Board composed of not less than three (3) members, who will be directors of category A or directors of category B, and who need not be shareholders of the Company. Each director of category A and each director of category B will be chosen by the shareholders from two (2) separate lists of directors which will be proposed to them; being understood that directors belonging to category B will be chosen from a list of independent directors.

They shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall remain in office for a term not exceeding six (6) years and until their successors are elected. However a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by a resolution adopted by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

In the event that, in any meeting of the Board, the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Art. 19. Operation and meetings. The Board shall choose a chairman from among its members; who shall belong to category A and may elect one or more vice-chairmen from among them. The Board may also appoint a secretary, who need not be a director and who shall be responsible for writing and keeping the minutes of the meetings of the board as well as of the meetings of shareholders.

The Board shall meet when convened by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of the meeting.

The chairman shall preside over all the meetings of the Board and of the shareholders. In his absence the shareholders or the Board may appoint another director, and in respect of shareholders' meetings any other person, as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any Board meeting shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the time set for the meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of and reasons for this emergency shall be stated in the convening notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram or telefax or telex of each director. A special notice shall not be required for a meeting of the Board being held at a time and a place determined in a prior resolution adopted by the Board.

Any director may arrange to be represented at Board meetings by appointing in writing or by cable or telegram or telefax or telex another director to act as a proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the Board by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board may validly deliberate or act if at least the majority of the directors are present or represented at the meeting of the Board and at least one director of category A and one director of category B is present. If the quorum is not satisfied, another meeting shall be convened. Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing and may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director.

Art. 20. Minutes. The minutes of the meetings of the Board shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided over such meeting.

Copies of or extracts of the minutes, which may be used for legal or other purposes, shall be signed by the chairman or secretary or any two (2) directors, one of each category.

Art. 21. Powers of the board. The Board is vested with the widest powers to manage the business of the Company and to take all actions of disposal and administration which are in line with the objectives of the Company. All powers not expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board.

The Board shall determine, applying the principle of risk spreading, the investment policies and strategies of the Company and of each Sub-Fund, as well as the course of conduct of the management and business affairs of the Company, as set forth in the issuing documents of the Company, in compliance with applicable laws and regulations.

The Company is authorized to employ techniques and instruments to the full extent permitted by law for the purpose of efficient portfolio management.

The Board will appoint an external alternative investment fund manager, and may also appoint administrative agents. The Board may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

Art. 22. Corporate signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any director of category A together with any director of category B or by the joint or single signature of any officer(s) of the Company or of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

Art. 23. Delegation of power. The Board may delegate, under its overall responsibility and control, its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to directors or officers of the Company or to one or several natural persons or corporate entities, which need not be members of the Board. Such delegated persons shall have the powers determined by the Board and may be authorised to sub-delegate their powers.

Art. 24. Conflict of interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

For the avoidance of doubt, any director or officer of the Company who serves as a director, executive, authorised representative or employee of a company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business relations, shall not, by reason of such affiliation with such company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters related to such contracts or business dealings.

In the event that any director or officer of the Company has any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall inform the Board of such personal interest and shall not consider or vote upon any such transaction. Such director's or officer's interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

Art. 25. Indemnification. Each member of the Board ("Indemnified Persons") will be exculpated and entitled to indemnification to the fullest extent permitted by law by the Company against any cost, expense (including attorneys' fees), judgment and/or liability, reasonably incurred by, or imposed upon such person in connection with any action, suit or proceeding (including any proceeding before any administrative or legislative body or agency) to which such person may be made a party or otherwise involved or with which such person will be threatened by reason of being or having been an Indemnified Person; provided, however, that any such person will not be so indemnified with respect to any matter as to which such person is determined not to have acted in good faith in the best interests of the Company and the relevant Sub-Funds or with respect to any manner in which such person acted in a grossly negligent manner or in material breach of the constitutive documents of the Company or any provisions of relevant service agreement. Notwithstanding the foregoing, advances from funds of the Company to a person entitled to indemnification hereunder for legal expenses and other costs incurred as a result of a legal action will be made only if the following three conditions are satisfied: (1) the legal action relates to the performance of duties or services by such person on behalf of the Company; (2) the legal action is initiated by a third party to the Company; and (3) such person undertakes to repay the advanced funds in cases in which it is finally and conclusively determined that it would not be entitled to indemnification hereunder.

The Company shall not indemnify the Indemnified Persons in the event of claim resulting from legal proceedings between the Company and each member of the Board, manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the same.

Chapter V - General meetings

Art. 26. General meetings of the company. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at 2.30pm (Lux time) on the third (3rd) Tuesday of June. If this day is not a banking day in Luxembourg, the annual general meeting of shareholders shall be held on the next banking day. The annual general meeting of shareholders may be held abroad if the Board, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

General meetings of shareholders shall be convened by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address recorded in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. If bearer shares are issued the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations", in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the Board may decide.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting of shareholders may take place without notice of meeting.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

Each share, whatever its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of shares do not give their holders any voting right.

Shareholders may take part in meetings by designating in writing or by facsimile, telegram or telex, other persons to act as their proxy.

The requirements for participation, the quorum and the majority at each general meeting are those outlined in articles 67 and 67-1 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Any resolution of a meeting of shareholders to the effect of amending these articles of incorporation must be passed with (i) a presence quorum of fifty percent (50%) of the shares issued by the Company at the first call and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call, and (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting.

In accordance with article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any Sub-Fund, class or type vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types. The resolutions, in order to be valid, must be adopted in compliance with the quorum and majority requirements referred herein, with respect to each Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types concerned.

Art. 27. General meetings in a sub-fund or in a class of shares. The provisions of article 26 shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 28. Termination and amalgamation of sub-funds or classes of shares. In the event that, for any reason whatsoever, the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class of shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-Fund, or such class of shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation, the Board may decide to redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. The Board shall serve a notice to the shareholders of the relevant class or classes prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations. Where applicable and unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class of shares concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of shares issued in any Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal

of the Board, to decide the redemption of all the shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the depositary of the Company until they are remitted with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto, in compliance with the deadlines foreseen under the applicable legal and/or regulatory requirements.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company, or to another Luxembourg undertaking for collective investment organised under the provisions of the Law of 13 February 2007 or the law dated 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, as amended, or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the “new sub-fund”) and to re-designate the shares of the class or classes concerned as shares of the new sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new sub-fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred de jure to the new sub-fund.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Furthermore, in other circumstances than those described in the first paragraph of this article, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred to in the fourth paragraph of this article or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders, which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (“fonds commun de placement”) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

Art. 29. Fair treatment of the investors. Subject to the respect of the principle of fair treatment of the investors, the Board or the AIFM may enter into arrangements with certain investors that have the effect of altering or supplementing the terms of such investors’ investments in the Fund, including without limitation arrangements with respect to access to specific information and waivers or reductions of the subscription or redemption charges.

Chapter VI - Annual accounts

Art. 30. Financial year. The financial year of the Company shall start on 1st January of each year and shall end on 31st December.

The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

Art. 31. Distributions. The Board may, within the limits provided by law and these articles of incorporation, determine how the results of the Company and its Sub-Funds shall be disposed of, and may from time to time declare distributions of dividends in compliance with the issuing documents of the Company.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board shall determine from time to time.

Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued by the Company or by the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Chapter VII - Statutory auditor

Art. 32. Statutory auditor. The Company shall have the accounting data contained in the annual report inspected by a Luxembourg independent statutory auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) appointed by the general meeting of shareholders, which shall fix his remuneration. The statutory auditor shall fulfil all duties prescribed by law.

Chapter VIII - Depositary

Art. 33. Depositary. The Board will appoint a depositary which meets the requirements of the Law of 13 February 2007 and the 2013 Law.

The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the applicable laws and regulations.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements under the 2013 Law, the Company or the appointed AIFM shall be expressly authorized to discharge in writing the depositary from its liability with respect to the custody of such financial instruments to the extent it has been instructed by the Company or the AIFM to delegate the custody of such financial instruments to such local entity, and provided that the conditions of article 19(14) of the 2013 Law are met.

If the depositary desires to retire, the Board and the AIFM shall use their best endeavours to find a successor depositary within two months of the effectiveness of such retirement. The Board may terminate the appointment of the depositary but shall not remove the depositary unless and until a successor depositary bank shall have been appointed to act in the place thereof.

Chapter IX - Winding-up / Liquidation

Art. 34. Winding-up / Liquidation. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of these articles of incorporation.

Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital provided for by the Law of 13 February 2007, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the Board. The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital provided for by the Law of 13 February 2007; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the shares represented at the meeting.

The general meeting of shareholders must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be.

The liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be natural persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights.

At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the Caisse de Consignation, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders for the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg

Chapter X - General provisions

Art. 35. Applicable law. In respect of all matters not governed by these articles of incorporation, the parties shall refer to the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies and the amendments thereto, and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the Law of 13 February 2007 and the 2013 Law.”

Seventh resolution

The general meeting decides that the first fiscal year in Luxembourg begins on 25 September 2014 and will end on 31st December 2014. The first annual general meeting to be held in Luxembourg shall take place on 16th June 2015.

Eighth resolution

The general meeting acknowledges the resignation of Nigel Carey, Patrick Fenal, Christopher Hill, Regis Martin and David Warr as directors of the Company and decides to appoint Bruno Férolles and Reto Kuhn as directors of category A and Jean-Michel Loehr and Alain Guérard as directors of category B of the Company, so that the Board of the Company is constituted of the following persons until the annual general meeting which will be held in 2015:

- Reto Kuhn, chief investment officer, born on 21 July 1964 in Dornach SO, Switzerland, residing professionally in Place de Milan CH-1001 Lausanne, Switzerland;
- Bruno Férolles, chef de la division des valeurs mobilières, born on 20 April 1976 in Saint-Maurice Val de Marne, France, residing professionally in Place de Milan CH-1001 Lausanne, Switzerland;
- Jean-Michel Loehr, independent director, born on 22 May 1955 in Dudelange, Grand-Duchy of Luxembourg, residing professionally at 15, Parc Lesigny, L-5753 Frisange, Grand-Duchy of Luxembourg;

- Alain Guérard, managing director, born on 19 January 1968 in Sainte Adresse, France, residing professionally at 27 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg

The general meeting further decides that the directors of category B, namely Jean-Michel Loerh and Alain Guérard, shall be paid, out of the assets of the Company, a directors' fee amounting to 10'000 Euro per year each. For the year 2014, such directors' fees shall be paid on a prorata basis. No fees shall be paid for the directors of category A.

Ninth resolution

The general meeting decides to appoint PricewaterhouseCoopers, société cooperative, 400 route d'Esch, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg as approved statutory auditor (réviseur d'entreprise agréé) of the Company until the annual general meeting which will be held in 2015.

Tenth resolution

The general meeting decides that the registered office of the Company is set at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg until 19 October 2014 and at 6, rue Lou Hemmer L-1748 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg as from 20 October 2014.

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to EUR 8,500.-

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the general meetings, the present deed is worded in English.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: G. SCHNEIDER, F. PASTORINI, M. MARTIN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 octobre 2014. Relation: LAC/2014/45975. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177242/746.

(140202569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

HeraFund SA, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-3372 Leudelange, 15, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 161.737.

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre octobre.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "Herafund S.A. Société Anonyme de Titrisation" ayant son siège social à 3, rue des Bains, L-1212 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B numéro 161 737, constituée suivant acte reçu le 10 juin 2011, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1987, du 29 août 2011.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Serge BERNARD, demeurant à Luxembourg (le «Président»).

Le Président nomme comme secrétaire et l'assemblée élit comme scrutateur de l'Assemblée (le «Secrétaire» et le «Scrutateur») Madame Geneviève BERTRAND ayant son adresse professionnelle à Rambrouch.

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur étant collectivement appelés le «Bureau».

Le Bureau ayant été constitué, le Président a déclaré et a requis le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence et les procurations, une fois signées par le Bureau, les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance

de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable et que l'assemblée peut dès lors décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour,

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert de siège;
2. Modification subséquente de l'article correspondant des statuts;
3. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution:

L'Assemblée décide, avec effet au 24 octobre 2014 de transférer le siège de la société au 15, Rue Léon Laval L-3372 Leudelange.

Deuxième résolution:

En conséquence de la résolution qui précède, l'Assemblée décide de modifier l'article 2 des statuts comme suit:

« **Art. 2.** Le siège social est établi dans la commune de Leudelange ».

Pouvoirs

Les comparants donnent par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, afin de procéder suivant besoin à l'enregistrement, l'immatriculation, la modification, la radiation auprès du Registre des Sociétés ou la publication ou toutes autres opérations utiles ou nécessaires dans la suite du présent acte et, le cas échéant pour corriger, rectifier, rédiger, ratifier et signer toute erreur, omission ou faute(s) de frappe(s) au présent acte.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus aucun actionnaire ne désirant prendre la parole, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: Bernard, Bertrand, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 27 octobre 2014. Relation: RED/2014/2273. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 12 novembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014176159/54.

(140201375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

DME-3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 185.008.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 16 octobre 2014

Il résulte des décisions prises par les Associés en date du 16 octobre 2014 que:

- Madame Fleur Ouzilou, employée privée, avec adresse professionnelle au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg a démissionné de son poste de gérant de classe B de la société, avec effet immédiat.

- Lux Business Management Sàrl, ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent Monsieur Gilles Jacquet, avec adresse professionnelle au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, a été nommée, pour une durée indéterminée, au poste de gérant de classe B de la société en remplacement du gérant démissionnaire.

Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014174486/20.

(140199650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.
